

conférence de l'O. L. A. S.

par Pierre Frank

plus vite en militantisme qu'en conscience politique. Malcolm X fut assassiné alors que, dans les tout derniers mois de son existence, il avait saisi les liens entre la lutte des Noirs d'une part, la révolution coloniale et la lutte pour le socialisme d'autre part. Mais il avait évolué plus rapidement que l'organisation même qu'il dirigeait, et celle-ci avait disparu. On peut dire qu'aujourd'hui, Stokely Carmichael, Rap Brown, par leur association avec la conférence de l'OLAS, sont sensiblement parvenus là où en était arrivé politiquement Malcolm X. Ils ont lié la lutte des Noirs à la lutte contre la guerre au Vietnam. Ils ont saisi la nécessité d'une lutte révolutionnaire au sein des Etats-Unis. Mais ils font plus qu'exprimer leurs positions personnelles, comme ce fut le cas pour Malcolm X. Ils traduisent les vues de courants grandissants parmi les Noirs, jeunes surtout, et qui ont autour d'eux une zone de sympathie telle qu'un leader aussi réformiste que le pasteur Martin Luther King est obligé, d'une part, de se prononcer lui aussi contre la guerre du Vietnam, d'autre part, de ne pas heurter de front ces courants nouveaux qui mettent en cause sa politique de compromis avec Washington.

La présence de Carmichael à la Havane

a permis à la pensée des Cubains de s'ouvrir vers un domaine nouveau. Jusqu'alors, comme tous les militants des pays dits sous-développés, ils ne voyaient aucune perspective sérieuse de mouvements dans les pays capitalistes économiquement développés. Des manifestations de solidarité se produisent, certes, mais elles n'avaient qu'une ampleur limitée, et provenaient plus souvent de l'intelligentsia que du mouvement ouvrier organisé. Or, voici que surgit dans la citadelle de l'impérialisme un mouvement de masse, d'une minorité

d'un caractère particulier, c'est vrai, mais un mouvement qui ne peut pas par sa nature rester dans le cadre de la légalité bourgeoise et qui provoquera des explosions formidables dans le pays capitaliste le plus riche. Le mouvement ouvrier n'y bouge pas encore, mais il n'est plus question de sociétés fermées à la cause du socialisme. En outre, les Noirs posent la question d'une lutte armée dans les villes, et cela contribuera à empêcher la pensée de se figer sur les guérillas des campagnes.

La question de l'Internationale

La direction cubaine, même si elle ne l'exprime pas explicitement, ne peut pas ne pas savoir qu'elle s'oppose à la direction soviétique et à la direction chinoise sur un certain nombre de questions essentielles. Mais elle soulève probablement sans le savoir une question sur laquelle Chinois, Soviétiques et toutes les autres directions sont unanimes, la question de l'Internationale. Toutes ces directions disent : « Nous n'avons pas besoin d'une organisation internationale ». Les Cubains ne disent pas le contraire, mais, dans les faits, pour mener la lutte en

Amérique latine, ils ont édifié une certaine organisation internationale. Nous ne discuterons pas ici la structure, les statuts de cette organisation. Nous savons que, dans une certaine mesure, les conditions de l'Amérique latine favorisent la conception qui se trouve dans l'article de Guevara, à savoir que l'existence de frontières n'a pas de signification, que les guérillas peuvent être une armée internationale passant du territoire d'un pays à celui d'un autre, etc. Une telle conception conduit à la création d'une organisation internationale. Le problème de

l'Internationale est autrement complexe, mais la démarche des Cubains et de tous les révolutionnaires d'Amérique latine peut aider à le poser. Pour ceux qui ont foi dans la « coexistence pacifique », l'organisation internationale est secondaire, la structure de l'Internationale social-démocrate est un modèle valable. Pour ceux qui se placent sur la voie de la lutte armée, il faut une organisation internationale solidement structurée.

La presse soviétique et celle des partis communistes au service du Kremlin n'ont fait que mentionner en quelques lignes la tenue de la conférence de l'OLAS, faisant en général le silence sur ses travaux. La presse chinoise ne l'a pas mentionnée du tout. Cet accord pratique des uns et des autres n'est pas le fruit du hasard. Les bureaucrates ne désirent pas faire connaître l'initiative de la direction révolutionnaire cubaine, une initiative qui, en s'efforçant d'apporter une réponse aux besoins de la révolution socialiste sur le continent sud-américain, ne peut manquer de rayonner au-delà de ses limites et, de ce fait, constitue une aide précieuse à la rénovation du mouvement révolutionnaire international.

LES CRISES DU CONGO ET DU NIGÉRIA

Deux géants de l'Afrique Noire, le Congo et le Nigéria, sont en pleine agitation. Dans ce dernier pays, la guerre entre l'armée fédérale et les troupes du Biafra, territoire de l'est en état de sécession, bat son plein depuis plus de deux mois. Au Congo, ce sont les mercenaires européens, encadrant 800 gendarmes de Moïse Tschombé, qui menacent l'autorité du gouvernement central de Kinshasa. Il y a quelque chose de commun à ces deux crises : elles peuvent être considérées comme le « prolongement direct de la situation coloniale » qui a marqué ces deux pays. Si le Nigéria souffre des aberrations du « l'gardisme » (1), le Congo, lui, fait encore les frais de la politique coloniale belge dont le principe fondamental était suffisamment parlant en lui-même. « Pas de cadres (noirs), pas de problèmes ».

LA GUERRE DE SECESSION NIGÉRIANE

Déclenchée début juillet, la guerre entre les troupes fédérales et celles du Biafra se poursuit dans le désordre et la confusion. L'armée fédérale, qui a ouvert les hostilités, s'est efforcée, sans grand succès semble-t-il, de briser le séparatisme du gouvernement d'Enugu, capitale du nouvel Etat sécessionniste. Jusqu'ici, les fédéraux ne contrôlent que trois points : la ville universitaire de Nsuka, au nord-ouest, la localité d'Ogoja, au nord-est, et le port de Bonny, au sud.

Les troupes biafraises ont non seulement contenu les offensives fédérales, mais elles ont également occupé une partie de la province du Midwest et tenté une pénétration dans la région méridionale du Nigéria du Nord. Leur offensive dans le Midwest a cependant été arrêtée par les forces de Lagos, au moment où les troupes du Biafra voulaient tenter une percée en direction de la Province Occidentale, domaine des Yoruba. Le principal leader de ceux-ci, Obafemi Owolowo, a pris position contre la sécession. Jusqu'ici, les opérations sont restées localisées. On est loin de « la guerre totale » dont on a parlé à Lagos. Des efforts en vue d'obtenir des armes de ses fournisseurs britanniques et américains ayant échoué, le gouvernement de Lagos s'est tourné vers les pays socialistes. Des chasseurs bombardiers et des techniciens ont été fournis par l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. Grâce à ces acquisitions, Lagos est maintenant sur le point d'écraser le Biafra que seule une intervention militaire quasi ouverte de la Grande-Bretagne pourrait sauver. Même en cas de victoire probable des forces fédérales, la crise, loin d'être résolue ne prendrait qu'un bon nouveau.

L'ETAT SECESSIONNISTE DU BIAFRA

La région qui a fait sécession mesure 75 000 km² et compte douze millions d'habitants, dont quelque dix millions d'émigrés chassés des territoires du Nord. Ils y avaient été persécutés et massacrés après l'assassinat du sardana de Sokoto, en janvier 1966. La plupart des habitants de cette région appartiennent à l'importante ethnie Ibo. Les Ibos constituent dans le passé des « anarchies » structurées et assez harmonieuses.

La région est très christianisée. On y trouve des missions protestantes et catholiques. Ouverts à la modernité, les Ibos ont envoyé de nombreux élèves dans les écoles anglaises. Il en résulte que de nombreux cadres de l'armée et de l'administration fédérale appartiennent à cette partie de la Fédération nigériane. Cette région orientale possède de nombreuses ressources minières et pétrolières. On comprend qu'elle ait participé pour une forte proportion au budget fédéral et à la balance des paiements de la Fédération. En effet, ce territoire produit les deux tiers de la production pétrolière nigériane, des bois tropicaux, des bananes, du charbon et du gaz naturel. Quatre ports la mettent en communication avec l'extérieur : Port-Harcourt, Calabar, Edegeba et Bonny.

Partagée entre sa volonté de conserver ses positions économiques et politiques au Nigéria et le bénéfice qu'elle retire de l'exploitation du pétrole de la région orientale, la Grande-Bretagne est embarrassée. Elle s'efforce de tenir la balance égale entre les deux frères ennemis. Non sans avouer ses sympathies pour le « parti du pétrole » : la sécession. Les Britanniques cependant n'oublient pas leur part de responsabilités dans les événements actuels : d'où une certaine mauvaise conscience qui accroît encore leur embarras. En effet, lord Lugard, le théoricien du système de l'indirect rule, avait posé comme base principale de la doctrine coloniale britannique le maintien des chefs indigènes dans les fonctions administratives et la pratique du « diviser pour régner » en opposant les ethnies les unes aux autres. L'Angleterre devant jouer « l'arbitre ». Cette politique est à base d'autres crises, celles d'Israël, de la Rhodésie, de l'Inde, du Pakistan et du Soudan. Au Nigéria, où l'ethnie rebelle a eu dans le Nord 20 000 de ses membres massacrés, on est loin des schémas qui veulent réduire cette crise complexe à un affrontement « des banques et des affreux » par personnes interposées (2).

« PAS DE CADRES, PAS DE PROBLEMES »

En revanche, tel est le cas des combats qui opposent l'armée congolaise aux troupes pro-tschombistes qui commandent deux cents mercenaires européens. La plupart des mercenaires et leurs principaux chefs, Jean Schramme et Bob Denard, un Belge et un Français, ont tous combattu au Katanga pendant la

sécession katangaise. Ils ont retrouvé leur homme, Moïse Tschombé, lorsque ce dernier a pris le pouvoir au Congo, en juillet 1964. Avec quelque 1 800 autres mercenaires, ils ont parcouru la brousse congolaise, pillant, tuant, violant et vidant les coffres-forts des banques. Issus des bas-fonds, ce sont, soit des anciens d'Indochine et d'Algérie, des membres de l'OAS qui n'ont pas réussi à se reclasser dans la vie civile, soit des racistes notoires originaires de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Seul M. Tirol-Caisse, alias Moïse Tschombé, peut avoir intérêt à utiliser de telles gens. On peut s'étonner que, plusieurs mois après avoir chassé Tschombé du pouvoir, l'actuel chef de l'Etat congolais, Joseph Mobutu, ne se soit pas débarrassé de cette pègre. Conscient de l'incapacité de la plupart de ses officiers, dont son propre oncle, le « général » Bobozo, Mobutu croyait pouvoir pallier cette lacune en utilisant les mercenaires, moyennant force finances. C'était oublier la mission que ces hommes remplissent en Afrique : maintenir le joug du capitalisme le plus exploiteur et du racisme le plus impudent. Du reste, le passé de l'actuel chef de l'Etat congolais laisse sceptique quant à sa volonté exprimée de libérer son pays du néo-colonialisme et de l'emprise économique étrangère. Il a naguère aidé à la consolidation de la réaction en facilitant la chute de Lumumba. On dit qu'il s'est reconverti et qu'il regrette le rôle qu'on lui a fait jouer jadis dans la lutte contre les progressistes congolais. Ce sont de ces choses qu'il faut voir pour y croire. L'emprise de la Maison Blanche sur les affaires congolaises est encore forte. C'est avec l'aide et la caution américaine que l'on a procédé à la récente dévaluation qui a encore réduit le pouvoir d'achat des masses laborieuses. L'armée et l'administration congolaises accusent de nombreuses ca-

rences. Faute de cadres de valeur, ces deux structures n'ont aucune sorte d'efficacité. C'est là le résultat de la désastreuse politique culturelle suivie par l'ancienne puissance coloniale : la Belgique. « Il est dangereux d'éduquer les Noirs, mais il est encore plus dangereux de ne pas les éduquer », affirmait un gouverneur belge, quelques années avant l'indépendance du Congo. Aussi, les administrateurs belges ont-ils formé des adjoints, des assistants, des aides-comptables, de nombreux dactylos et sténodactylos, des commis et, dans l'armée, des sergents et des caporaux. La plupart des officiers de l'armée congolaise ont été hâtivement « élus », cinq jours après la proclamation de l'indépendance. Les décrets de nomination ont été pris dans un camp militaire, sous la pression des militaires mutins qui avaient arrêté les officiers belges. Ainsi donc, la qualification, la technicité et la formation militaire avaient-elles été sacrifiées sur l'autel de l'africanisation au rabais. Mais que pouvait faire un gouvernement qui venait de naître et que les colonialistes et leurs commis congolais avaient présenté comme un adversaire de l'africanisation de l'armée et un agent du communisme international ?

Par la suite, les autorités congolaises qui avaient succédé à Lumumba s'opposèrent à la réorganisation de l'armée par les officiers africains et asiatiques, venus au Congo dans le cadre de l'O.N.U. Ces officiers étaient coupables d'avoir des sympathies pour Lumumba plutôt que pour les fantoches qui s'étaient emparés du pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat qui a remis les destinées du pays à une bande de jeunes « universitaires » à moitié instruits et politiquement incultes, mais tous acquis aux thèses du néocolonialisme.

La mise en déroute des troupes de l'A.N.C. par les « rebelles lumumbistes » en 1964, l'incroyable incompetence et la lâcheté dont les officiers de l'A.N.C. ont fait montre en laissant les mercenaires se promener de Kisangani à Bukavu où ils ont installé leur quartier général et d'où ils réclament le retour de Tschombé au pouvoir et la destitution de Mobutu auront fini de prouver à ce dernier que son armée n'en est pas une. Au Congo, comme partout ailleurs en Afrique, la solution ne peut venir des misérables embryons de bourgeoisie nationale et des bureaucraties politiques improvisées, mais seulement de directions marxistes révolutionnaires que les pénibles crises actuelles ne manqueront pas de faire mûrir.

Gilbert WADE

ANGOLA

106 morts, 205 blessés, tel est le bilan des pertes subies par les troupes portugaises d'occupation, au cours des combats qui se sont déroulés en Angola entre les forces colonialistes et celles de l'Armée de libération nationale angolaise (A.L.N.A.) pour la période qui va de janvier à mai derniers, annoncent les journaux portugais d'Angola.

Ces chiffres, quoique sensiblement diminués par l'ennemi qui tente vainement de minimiser l'importance de notre action, commente le bulletin d'information du Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (G.R.A.E.), constituent un aveu des colonialistes portugais et un éclatant démenti à leurs propres allégations, selon lesquelles « la lutte serait finie en Angola », comme cela prouve également que la lutte armée déclenchée le 15 mars 1961 par nos patriotes, suit inéluctablement sa marche victorieuse.

(1) Voir plus loin.

(2) Comme voudrait le faire croire un article maladroit d'Albert-Paul Lentin dans le *Nouvel Observateur*. En revanche, M. Bridier a bien analysé le problème dans son article de juin de *Tri-bune socialiste*.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. BOUYER
15 285-16 PARIS